



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires et de la mer**

Affaire suivie par Mickael Hamonic
Réf : 44-2021-00354

Nantes, le **07 FEV. 2022**

SCEA La Plaine
2, la Plaine
44310 SAINT-PHILBERT-DE-GRAND-LIEU

Objet : Changement de bénéficiaire

PJ : prise d'acte et transfert du récépissé

Monsieur,

Le 18 août 2021, vous avez transmis au guichet unique de l'eau par voie électronique, une déclaration de transfert de bénéficiaire concernant la déclaration d'existence d'un plan d'eau et d'une serre, cosigné du précédent bénéficiaire (l'EARL MUSSET CHRISTIAN) et vous-même en tant que nouveau bénéficiaire.

En application de l'article R.214-45 du code de l'environnement, je prends acte de cette déclaration qui consiste à transférer en votre faveur, le récépissé en date du 08 mars 2016. Ce récépissé correspond à la déclaration d'existence d'un plan d'eau et d'une serre au lieu-dit « La Plaine », sur la commune de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu.

Vous pouvez donc prélever un volume maximum de 20 000 m³ dans ce plan d'eau.

Aussi, veuillez trouver ci-joint la prise d'acte correspondant, signée de ce jour.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

**La responsable du bureau
agriculture - assainissement**


Sylvie Laurent

Copie : Guichet unique de l'eau



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires et de la mer**

**Prise d'acte de nouveau bénéficiaire
et transfert du récépissé de déclaration**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le récépissé de déclaration d'existence en date du 08 mars 2016 portant sur la déclaration d'existence d'un plan d'eau et d'une serre au lieu-dit « La Plaine » sur la commune de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu ;

Vu la déclaration de l'EARL Musset Christian reçue par voie électronique le 18 août 2021, concernant le transfert de bénéficiaire d'un plan d'eau et d'une serre situés au lieu-dit « La Plaine » sur la commune de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, au bénéfice de la SCEA La Plaine ;

Il est pris acte que :

1. Le nouveau bénéficiaire du récépissé de déclaration en date du 08 mars 2016 concernant la déclaration d'existence d'un plan d'eau et d'une serre au lieu-dit « La Plaine » sur la commune de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu est :

La SCEA La Plaine

2, la Plaine – 44310 SAINT-PHILBERT-DE-GRAND-LIEU

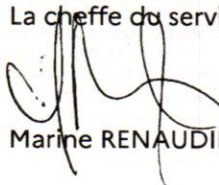
2. Un volume maximum de 20 000 m³ est prélevable dans le plan d'eau.

3. Le récépissé du 16 juillet 1999 ci-annexé est transféré au bénéficiaire sus-cité.

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Nantes d'un recours contentieux. Il peut également saisir l'auteur de la décision d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

À Nantes, le 4 février 2022
Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des
territoires et de la mer et par délégation,
La cheffe du service eau environnemental


Marine RENAUDIN

Rappel réglementaire :

R.214-38 : Les installations, ouvrages, travaux ou activités doivent être implantés, réalisés et exploités conformément au dossier de déclaration et, le cas échéant, aux prescriptions particulières mentionnées aux articles R.214-35 et R.214-39.

R.214-39 : La modification des prescriptions applicables à l'installation peut-être demandée par le déclarant postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté. Elle peut également être imposée par le préfet sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L.214-3.

Le projet d'arrêté est porté à la connaissance du déclarant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations.

L'arrêté fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R.214-37. Le silence gardé pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

R.214-40-2 : Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

Lorsqu'il s'agit d'une installation ou d'un ouvrage mentionné aux rubriques 3.2.5.0 et 3.2.6.0 ou d'installations utilisant l'énergie hydraulique, cette déclaration est faite préalablement au transfert de la déclaration mentionnée à l'article R.214-32. Elle est accompagnée des pièces justifiant les capacités techniques et financières du bénéficiaire du transfert. Le préfet en donne acte ou notifie son refus motivé dans le délai de deux mois.

NOTA :

Se reporter aux dispositions de l'article 17 du décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 qui précisent les réserves d'entrée en vigueur.

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée. Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>).

DÉCLARATION DE TRANSFERT DE BENEFICIAIRE

(à retourner au Guichet Unique de l'eau de la DDTM de Loire-Atlantique)

- à faire dans les 3 mois qui suivent le transfert -

1- IDENTITE DU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Raison Sociale	SCEA LA PLAINE
Nom, Prénom	MUSSET Benoît
Adresse	2, La Plaine
Code postal - Commune	44310 SAINT-PAULBERT-GRAND-LIEU
Téléphone	06.67.33.87.88
Adresse mail	scealaplain@gmail.com
N° SIRET	891 598 245 00019
N° PACAGE	04 41 70 977
Irrigant - N° Cascade	
Cultures irriguées	Concombres
Situation vis-à-vis de l'installation ou de l'ouvrage	Propriétaire / Locataire

2- IDENTITE DU PRECEDENT BENEFICIAIRE

Raison Sociale	EARL MUSSET CHRISTIAN
Nom, Prénom	MUSSET CHRISTIAN
Adresse	2, La Plaine
Code postal - Commune	44310 SAINT-PAULBERT-DE-GRAND-LIEU
Téléphone	
Adresse mail	

N° SIRET	352 115 851 00011
N° PACAGE	04 40 18 079
Irrigant – N° Cascade	joindre les copies des actes 44-2016-00056

3 - INSTALLATION(s) OU OUVRAGE(s) CONCERNE(s)

Date de signature du récépissé :

Date de signature de l'acte administratif (récépissé de déclaration) à joindre à la demande : 08/03/2016

Lieu dit du site : 2. La Plaine

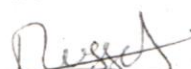
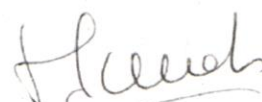
Commune : 44310 SAINT-PHILBERT-DE-GRAND-LIEU

Références cadastrales et localisation géographique :

ZE 022

4- DATE DE CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE : 01/01/2021

5- SIGNATURES

Nouveau bénéficiaire	Précédent bénéficiaire
Je certifie sur l'honneur, l'exactitude des renseignements ci-dessus.	Je certifie sur l'honneur, l'exactitude des renseignements ci-dessus.
	OU
	Joindre une attestation du précédent bénéficiaire.
Fait à St Philbert de Grand Lieu	Fait à St Philbert de Grand Lieu
le 20/07/21	le 20/07/2021
Signature : 	Signature : 



PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER**

Service eau, environnement,

Guichet Unique de l'Eau

Affaire suivie par : Anne-Marie GUILHEM

☎ 02.40.67.28.02

☎ 02.40.67.24.39

ddtm-see-guichet-unique@loire-atlantique.gouv.fr

Référence dossiers : 44-2016-00056

Nantes, le

08 MARS 2016

Monsieur,

J'ai bien reçu votre dossier concernant la déclaration d'existence d'un plan d'eau et d'une serre au lieu-dit « La Plaine » sur la commune de St Philbert de Grandlieu au titre du code de l'environnement (loi sur l'eau).

La référence administrative de ce dossier est la suivante :

- date de réception du dossier au guichet unique : 09/02/2016
- numéro d'enregistrement au guichet unique : 44-2016-00056.

Après instruction par mes services en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques, je vous informe que cette déclaration est recevable.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration d'existence.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La responsable de l'unité Agriculture-Assainissement,


Sylvie LAURENT

EARL MUSSET Christian
2, La Plaine
44310 St PHILBERT DE GRANDLIEU



PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service eau, environnement
Guichet unique de l'Eau

Dossier n°: 44-2016-00056

RECEPISSE DE DECLARATION

*concernant la déclaration d'existence d'un plan d'eau et d'une serre au lieu-dit « La Plaine »
sur la commune de St PHILBERT DE GRANDLIEU*

LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (SDAGE) ;

VU le code civil, et notamment son article 640 ;

VU le dossier de déclaration d'existence au titre de l'article L.214-6 du code de l'environnement considéré complet le 09/02/2016, présenté par l'EARL MUSSET Christian demeurant 2, La Plaine 44310 St Philbert de Grandlieu, enregistré sous le n° 44-2016-00056 et relatif à la déclaration d'existence d'un plan d'eau et d'une serre au lieu-dit « La Plaine » sur la commune de St Philbert de Grandlieu ;

CONSIDERANT que ces ouvrages existaient avant 1992, à une période à laquelle ils n'étaient soumis à aucune procédure au titre de la loi sur l'eau ;

donne récépissé :

à l'EARL MUSSET Christian de sa déclaration d'existence d'un plan d'eau et d'une serre au lieu-dit « La Plaine » sur la commune de St Philbert de Grandlieu.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront à tout moment libre accès aux installations objet de la déclaration.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Nantes, le 08 MARS 2016

P/le Préfet et par délégation,
le Chef du Service Eau et Environnement,

Estelle GODART



PJ :

- Arrêté ministériel précisé au tableau ci-dessus

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de restriction aux informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au Guichet unique de l'eau de la DDTM.